



Il ne faut pas seulement changer les choses, il faut les changer maintenant.

EDITO

AVEC VOUS!

Il y a un an, Alda lançait une grande bataille pour stopper la transformation des logements loués à l'année à la population locale en Airbnb permanents. Chiffrages dénonçant l'étendue et l'urgence du problème, note juridique proposant une solution pouvant être mise en place rapidement, actions spectaculaires et mobilisations déterminées: un an plus tard, la première manche de la bataille est gagnée.

Malgré sa suspension provisoire par les juges, le vote de la compensation dissuade les investissements financiers et prêts bancaires qui attendront de connaître l'issue finale des procédures judiciaires actuelles. Cela stoppe une hémorragie qui aurait coûté 16 000 logements de plus au Pays Basque, y aggravant considérablement la crise actuelle.

Des victoires, le nouveau mouvement Alda n'a cessé d'en remporter, au plus grand bénéfice des locataires: régularisations de bail illégal et précaire, réparations dans des logements dégradés, annulations d'expulsions de locataires ou d'augmentations de loyers etc.

De plus en plus active dans les quartiers et logements HLM, l'association a décidé de se présenter aux élections de représentants des locataires, fin novembre 2022. Agissant avec et pour les habitants, Alda lance aujourd'hui un appel aux locataires d'HSA et d'Office 64 pour constituer ses listes, et sollicite leurs idées et propositions pour construire ensemble son programme. Ensemble, on va changer les choses, maintenant!

Alda



NOS QUARTIERS

ÇA BOUGE À CAM DE PRATS!



Des habitants de Cam de Prats ont commencé à se réunir et ont créé un collectif «Alda Cam de Prats». Et surtout, ils sont passés à l'action! Le terrain de pétanque laissé à l'abandon depuis des années a été remis en état par les habitants eux-mêmes. Une Assemblée de quartier s'est tenue pour discuter des problèmes rencontrés. Suite à quoi, les locataires ont demandé et obtenu un rendez-vous avec le directeur général d'HSA et ses équipes, et ont entamé des discussions sur 3 sujets: l'obtention d'informations sur le plan de rénovation prévu pour le quartier et la possibilité d'avoir leur mot à dire dans le projet; le meilleur aménagement des espaces extérieurs, notamment d'aires de jeux pour les enfants et l'ajout de bancs; et l'accès à un local de quartier. Et bien, les choses commencent déjà à bouger...

LIRE LA SUITE P.02 >

AU PROGRAMME

PAGE 02

NOS QUARTIERS

- Ça bouge à Cam de Prats!
- Et si ça changeait aussi à Habas-La-Plaine?
- Saint-Esprit: Frip'a'brac, une friperie et plus encore

PAGE 03

- Logement: une importante victoire d'Alda
- 20 000 logements sauvés ou regagnés
- Les avantages de la location à l'année

PAGE 04

- Alda se présente aux élections HLM, pour encore mieux défendre les locataires!
- Les élections de représentants des locataires HLM, c'est quoi?
- Alda veut connaître votre avis
- Appel à candidatures

PAGE 05

- Gure herrian eta auzoetan bizil
- Un vent de révolte!
- Plus besoin de déménager l'été

PAGE 06

- Alda occupe une agence SFR
- L'adhésion à Alda, c'est quoi?

PAGE 07

- Sainsontan: Attention arnaque!
- Logement: de plus en plus écoeurant
- Edouard relogé! Merci à toutes et tous!
- ZUP: Euskal Babel

PAGE 08

- Portrait: Nicole du Polo-Beyris



ALDA AU SERVICE DES GENS

Une vingtaine de militants d'Alda ont occupé l'agence SFR dans le centre de Bayonne. L'association aide en effet les personnes qui tentent de se faire rembourser des sommes injustement débitées par l'opérateur téléphonique. Ses clients n'en peuvent plus des démarches sans résultat qu'ils doivent multiplier. SFR semble jouer la montre pour les épuiser et faire en sorte qu'ils renoncent à leur remboursement. Enrichir encore plus les actionnaires sur le dos des petites gens, c'est non! SFR, on ne se laisse plus faire!

LIRE LA SUITE P.06 >



ALDA DÉFEND LES LOCATAIRES

Trop de personnes sont victimes de ce procédé tout à fait illégal: ils louent un appartement mais doivent le quitter l'été venu pour que le propriétaire puisse le proposer au prix fort aux touristes. Chaque mois de juin, la même galère recommence. Mais désormais, Alda est là et veille au grain. La plupart des contrats de location en question sont illégaux et Alda aide les locataires à les faire requalifier en bail de 12 mois automatiquement renouvelable chaque année. Plus besoin de déménager l'été! Au passage, Alda arrive même à faire baisser certains loyers!

LIRE LA SUITE P.05 >



CAM DE PRATS

LE COLLECTIF ALDA CAM DE PRATS EST OFFICIELLEMENT LANCÉ !

ÇA BOUGE À CAM DE PRATS !

Face à l'humidité et au froid dans certains appartements, face au manque d'aires de jeux pour les enfants, de bancs, et d'animation... des habitants de Cam de Prats se sont rassemblés et ont lancé un collectif «Alda Cam de Prats».

«Une Assemblée de quartier était aussi organisée le même jour pour se réunir entre voisins, discuter des problèmes rencontrés et définir les priorités pour le nouveau collectif "Alda Cam de Prats".»

ALDA CAM DE PRATS SE LANCE

Le 3 avril, une première action concrète a eu lieu dans le quartier avec la remise en état du terrain de pétanque qui n'était plus praticable. Les habitants l'ont fait eux-mêmes, à coup de râteaux, pelles et binettes, un dimanche après-midi. Le terrain de pétanque pourra désormais servir de lieu d'animation et de rencontre dans le quartier.

Une Assemblée de quartier était aussi organisée le même jour pour se réunir entre voisins, discuter des problèmes rencontrés et définir les priorités pour le nouveau collectif «Alda Cam de Prats», officiellement lancé à cette occasion.

Les trois préoccupations principales identifiées par les locataires lors de l'assemblée sont : l'obtention

d'informations sur le plan de rénovation prévu pour le quartier et la possibilité d'avoir leur mot à dire dans le projet ; un meilleur aménagement des espaces extérieurs, notamment d'aires de jeux pour les enfants et l'ajout de bancs ; et l'accès à un local de quartier.

PLAN DE RÉNOVATION

À la suite de l'Assemblée, les locataires ont demandé et obtenu un rendez-vous avec M. Lausséni Sangaré, directeur général d'HSA et ses équipes, afin d'entamer les discussions sur ces trois sujets. La délégation des habitants a ainsi pu obtenir des informations sur les échéances du plan de rénovation. La phase de diagnostic est encore en cours et HSA pourra présenter un projet d'ici début 2023. Une phase de concertation des habitants doit s'ouvrir au premier trimestre 2023 et le début des travaux est prévu d'ici mi-2023.

HSA estime à 15 millions d'euros l'enveloppe qui sera attribuée à la rénovation du quartier. L'objectif en est double : l'isolation thermique des bâtiments et la révision du système d'aération pour résoudre les problèmes de froid et de moisissure. Mais aussi un travail sur les espaces collectifs, avec notamment le réaménagement des espaces extérieurs, leur sécurisation pour les enfants, la réflexion sur les problèmes de stationnement et de dépôt d'encombrants.

Alda Cam de Prats suivra de près ce dossier pour s'assurer que les échéances sont bien respectées et que les habitants auront leur mot à dire sur ce qui va être proposé.

UN LOCAL POUR SE RÉUNIR ET FAIRE VIVRE LE QUARTIER !

Les habitants demandaient la possibilité d'utiliser le local du quartier autrefois

occupé par la PMI (Protection Maternelle et Infantile) et qui ne sert plus depuis de nombreuses années. La réunion a débouché sur un accord d'HSA. Les locataires ont donc commencé à préparer un programme d'été pour faire revivre ce lieu au plus vite. Beaucoup d'idées circulent déjà sur ce qui pourra y être fait : organisation de réunions, d'ateliers pour les enfants, de soirées mensuelles de quartier... Des diagnostics techniques et travaux de remise en état du local vont être réalisés par HSA. Si les diagnostics ne révèlent pas de présence d'amiante, le local devrait être disponible dès juillet 2022.

AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS

HSA s'est également engagé à ce que l'entretien régulier du terrain de pétanque reprenne. Les bancs abîmés et cassés seront aussi réparés ou remplacés d'ici juin, et certains seront mis à de meilleurs emplacements. Concernant la demande d'aires de jeux pour enfants, HSA propose que des aménagements provisoires soient imaginés voire fabriqués avec les habitants. Des aménagements durables accompagneront la réhabilitation programmée dans le quartier et prendront le relais. Des échanges seront organisés entre un paysagiste et les locataires intéressés dès le 1er trimestre 2023 dans cette perspective. ■



HABAS-LA-PLAINE

ET SI ÇA CHANGEAIT AUSSI À HABAS-LA-PLAINE ?

Alda est régulièrement sollicité par des habitants de Habas-la-Plaine confrontés à des problèmes d'humidité et de moisissures. Les problèmes liés au manque d'isolation sont effectivement importants dans certains bâtiments (placards pourris, peintures qui tombent...), et des habitants se plaignent aussi de caves régulièrement inondées dans lesquelles ils ne peuvent pas stocker leurs affaires. Même si la vie dans le quartier est globalement agréable, il y a un vrai manque de commerces et de lieux de convivialité et de rencontre. Un snack a récemment ouvert ses portes. Mais la confirmation de la fermeture de l'unique bar - tabac du quartier, qu'avait annoncé le journal Alda, dès son premier numéro pose problème. De plus, en dehors des espaces extérieurs, rien n'est vraiment prévu pour les enfants et les jeunes.

Une démarche collective des habitants est en train de se lancer pour améliorer la vie dans le quartier. Si vous habitez à Habas-la-Plaine et souhaitez rejoindre cette dynamique, n'hésitez pas à contacter Alda! ■



SAINT-ESPRIT

FRIP'A'BRAC, UNE FRIPERIE ET PLUS ENCORE

S'habiller pour pas cher et en respectant l'environnement, c'est possible dans les nombreuses friperies qui se multiplient à Bayonne. Mais Frip'a'brac, rue Aristide Briand à St-Esprit, c'est encore plus que cela. La boutique appartient à l'association «les métiers du cœur», créée il y a 15 ans pour promouvoir l'accès à l'emploi des chômeurs de longue durée par la création et le développement de travaux adaptés aux conditions de chacune des personnes. Suivant les situations, l'association peut proposer plusieurs types de contrats pour

participer aux différentes activités liées à Frip'a'brac : permanences à la boutique, ventes sur les marchés (à Quintaou et à Peyrehorade), tri des vêtements et des objets, etc.

ON JETTE RIEN !

Tout ce qui est vendu à la boutique ou sur les marchés provient de dons de particuliers. L'association organise notamment des collectes ; pour cela, elle prévient qu'elle passera à une date donnée dans un quartier, et les habitants déposent

dans des grands sacs tous les vêtements qu'ils veulent donner. Tous ces vêtements, mais aussi des objets, des meubles, sont ensuite triés au centre de tri de l'association : «*tout ce qui est en très bon état et ensuite revendu à la boutique ou au marché*», explique Muriel, la responsable de la boutique, «*et tout ce qu'on ne peut pas vendre en l'état va être recyclé : le but c'est de ne rien jeter*».

«Le but c'est de ne rien jeter.»

DES PRIX TRÈS BAS

Frip'a'brac est donc un bel exemple de mariage entre social et écologie, et c'est aussi la preuve que ce genre d'initiatives est une source d'emplois locaux. Pour le recyclage par exemple, l'association travaille avec d'autres filières, souvent des particuliers qui ont des petites entreprises. Au fil des années, Frip'a'brac s'est constitué une clientèle très variée. «*On y va parce que les prix sont très bas, on a par exemple beaucoup d'étudiants qui ont du mal à se loger et à s'habiller*» constate Muriel, «*mais certains viennent aussi dans une démarche écologique ou encore pour chercher des choses vintage*». Bref, avec Frip'a'brac, tout le monde y gagne! ■

ENSEMBLE ON GAGNE!

LOGEMENT: UNE IMPORTANTE VICTOIRE D'ALDA

Alda a gagné la bataille lancée en juin 2021 contre la transformation des logements loués à l'année en Airbnb permanents! La Communauté d'agglomération Pays Basque a voté le 5 mars 2022, à 169 voix contre 8, la mesure de compensation pour laquelle nous nous sommes fortement battus.

Si, ce que nous espérons fortement, la Communauté d'agglomération Pays Basque remporte son bras de fer judiciaire contre les lobbies et multi-proprétaires ayant déposé plusieurs recours pour attaquer la délibération au Tribunal administratif, les propriétaires devront désormais produire un nouveau logement

(en achetant et en rénovant des bureaux ou autres locaux non destinés à l'habitation) de surface équivalente et dans la même commune pour tout logement d'habitation transformé en meublé de tourisme. Cela rend l'opération financièrement peu ou pas rentable et donc quasiment impossible.

Cette décision majeure vient stopper le tsunami des meublés touristiques qui emportait sur son passage les logements à l'année abritant la population locale, et notamment la jeunesse et les classes populaires de ce pays. Si au final, la délibération est validée par la justice, elle permettrait en outre de récupérer des milliers de logements, et ce sans bétonner

ni artificialiser les sols : c'est une victoire à la fois sociale et écologique.

Elle aura un impact positif sur la hausse des prix de l'immobilier et du foncier. Cette pratique permettait en effet la possibilité de surenchérir sur le budget initialement escompté, l'acheteur et les banques intégrant les rentrées de type airbnb dans le plan de financement. Le vote de la compensation par la CAPB le 5 mars dernier vient mettre un coup d'arrêt à tout cela, en impactant immédiatement les décisions des banques et celles des particuliers dans ce domaine. ■

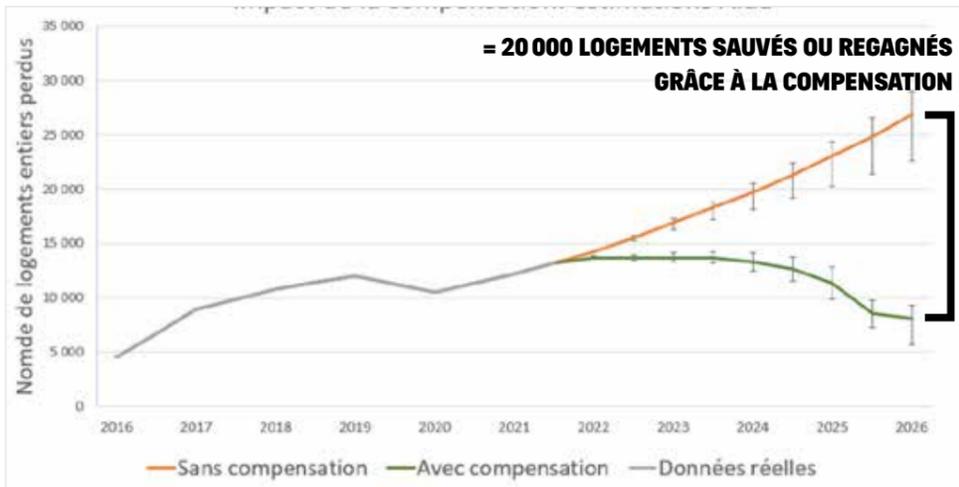
20 000 LOGEMENTS

SAUVÉS OU REGAGNÉS

L'Audap (Agence d'Urbanisme) indique 16 444 meublés de tourisme en 2020 (en ne prenant en compte que les plateformes Airbnb et Aritel, donc les chiffres réels

sont plus importants). 95% d'entre eux sont des logements entiers, et 67% d'entre eux sont loués à l'année. Soit une base de 10 466 logements entiers loués toute l'année en meublé de tourisme en 2020 (en baisse par rapport à 2019 du fait du Covid). La prévision de croissance entre 2022 et 2026 a été estimée à la

baisse, avec une augmentation de 18% par an, soit une croissance de 93% en 4 ans, inférieure à la croissance de 130% observée entre 2016 et 2020. Mais elle tient compte du redéploiement des plateformes type Airbnb, bloquées sur les villes comme Paris ou Bordeaux ayant mis en place la compensation, vers les territoires comme le Pays Basque. L'adoption de la compensation en 2022 stoppe les investissements financiers et les prêts bancaires tant que l'issue judiciaire des divers recours n'est pas connue ni la suite que leur donnera, en termes de nouvelles délibérations, l'agglomération Pays Basque (CAPB). Elle permet ainsi de sauver près de 16 000 logements entre 2022 et 2026, auxquels il faut rajouter, si la CAPB gagne devant les tribunaux, plusieurs milliers de logements regagnés parmi ceux qui avaient été perdus avant le 5 mars 2022. Cela nous donnerait largement plus de 20 000 logements sauvés par la compensation au plus grand bénéfice de la population locale. ■



SIMULATION DE L'EFFET DE LA COMPENSATION SUR LES 24 COMMUNES DE LA ZONE TENDUE

BON À SAVOIR

LES AVANTAGES

DE LA LOCATION

À L'ANNÉE

Si la compensation votée le 5 mars dernier par la Communauté d'agglomération du Pays Basque est au final validée par les Tribunaux, ou si la CAPB reprend une délibération ne portant pas le flanc aux arguments jugés recevables des lobbies et multipropriétaires, des milliers d'appartements ne pourront plus être loués en Airbnb permanents au terme des 3 années à venir. Ils pourront à nouveau servir à ce pourquoi ils ont été construits : loger les gens habitant ici. Encore faut-il que leurs propriétaires acceptent de les louer à l'année. De nombreuses formules et dispositifs sont pourtant là pour les rassurer et les sécuriser face au risque d'impayé par exemple, avec la garantie Visale ; au risque de vacance (logement restant vide et sans loyer entre 2 locataires) ou de procédure complexes en cas de problème avec un locataire.

Ils peuvent enfin bénéficier de divers avantages fiscaux (avec Loc'Avantage) ou matériels (possibilité de financer des travaux via des conventions avec l'Anah). Louer à l'année, à des prix raisonnables, c'est participer à la vie de ce pays. C'est montrer qu'on a autant à cœur l'intérêt général que son intérêt particulier. Et on peut se faire aider et faciliter les choses par plein de structures locales compétentes et dévouées. 3 exemples :

L'AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE DU PAYS BASQUE (SOLIHA) : Agréée par l'État, le Département et la CAF, elle gère plus de 600 logements, et intervient sur la totalité du Pays Basque. Les propriétaires sécurisent leur patrimoine grâce à une garantie loyers impayés gratuite (Visale) et un service juridique dédié à leur accompagnement. De plus, ils peuvent prétendre à un abattement fiscal allant jusqu'à 65% de leurs revenus locatifs! Prendre rendez-vous au :

9 rue Jacques Laffitte à Bayonne, ou par téléphone au 05 59 46 31 53 et par mail à l'adresse ais.paysbasque@solihha.fr

HABITAT HUMANISME PYRÉNÉES-ADOUR (HH PA) : HH PA loue à des propriétaires des logements qu'elle sous-loue à des

personnes en difficulté, à qui elle assure un accompagnement individualisé. Le locataire principal étant HH PA, il n'y a aucun risque pour le propriétaire : ni impayés, ni vacances entre 2 locataires. À cela s'ajoute le dispositif Loc'Avantage. Pour réaliser la simulation du montant potentiel de cet avantage fiscal ou pour tout autre renseignement :

11 Allées Marines, 64100 Bayonne
pa.bayonne@habitat-humanisme.org
www.habitat-humanisme.org

TOIT POUR TOUS : Le propriétaire d'un logement signe un contrat de location avec Toit pour tous, association agréée par l'Etat, qui le sous-loue à un ménage aux revenus modestes. L'association garantit le paiement des loyers, même en cas d'impayés du sous-locataire ou de vacance entre deux occupations. Le propriétaire bénéficie de réduction d'impôts jusqu'à 65% calculée sur le montant des revenus bruts du logement loué ; de la gestion paisible, sécurisée et sans frais du bien, de son entretien, et de la remise en état du logement en cas de dégradation. 13, avenue de la Légion tchèque, 64100 Bayonne - 05 59 59 27 30 toitpourtous-ais@orange.fr ■



UNE BATAILLE

EXEMPLAIRE

Si elle gagne son recours contre celui des multipropriétaires et des lobbies, la Communauté d'agglomération Pays Basque (CAPB) serait le premier territoire de l'Hexagone qui ne soit pas une métropole de plus de 200 000 habitants à mettre en place la compensation. Cette avancée majeure est le fruit d'une action qui a combiné de manière exemplaire les propositions et l'engagement de la société civile et le travail d'élus déterminés à apporter des solutions efficaces à la crise actuelle du logement.

LE PROBLÈME ET LA SOLUTION

En mai 2021, Alda réalise un travail de chiffrage révélant pour la première fois l'importance massive du problème posé par les airbnb permanents, qui ont vampirisé l'équivalent d'un quart du parc locatif privé local dans la zone tendue du Pays Basque.

En juin, nous produisons une note juridique soulignant que la compensation est tout à fait applicable au niveau de l'agglomération Pays Basque. Nous entamons une longue série d'actions et d'occupations qui ont marqué les esprits et les débats.

Dès le 20 juillet 2021, nous sommes reçus par la CAPB. Depuis et jusqu'à l'adoption de la compensation le 5 mars 2022, nous travaillons dans un climat de coopération des plus constructifs avec cette institution, son président, les élus en charge du dossier ainsi que les services.

« Tout cela donne tort à la résignation ambiante, aux "ça ne sert à rien, on ne peut rien changer". »

ON PEUT CHANGER LES CHOSES

Tout cela donne tort à la résignation ambiante, aux « ça ne sert à rien, on ne peut rien changer ». Les actions répétées d'Alda ont obligé une multinationale comme Airbnb à commencer à respecter les règles, entravant ainsi son développement. Et ce vote de la compensation vient démontrer qu'on peut changer les choses face à la spéculation immobilière et à l'argent tout puissant.

Nous prouvons jour après jour qu'en s'organisant collectivement et en alliant vision stratégique et détermination, on peut changer les choses.

ALDA SE PRÉSENTE AUX ÉLECTIONS HLM, POUR ENCORE MIEUX DÉFENDRE LES LOCATAIRES!



Alors que le Pays Basque connaît une crise du logement qui frappe de plein fouet les plus modestes, Alda est en première ligne de la défense des locataires.

FAIRE VRAIMENT BOUGER LES CHOSES

Nous agissons bien sûr dans le parc locatif privé où les abus sont innombrables : loyers qui explosent, expulsions de locataires dont le logement va être vendu, parfois pour devenir une résidence secondaire, baux illégaux contraignant les habitants à déménager l'été, refus injustifiés de rendre les cautions. Alda montre chaque jour son efficacité en résolvant chaque fois davantage de situations et de problèmes. Nous avons également remporté des victoires globales, comme avec la bataille pour obliger Airbnb à se régulariser ou pour obtenir le vote par l'agglomération d'un règlement visant à stopper la transformation des logements loués à l'année en Airbnb permanents.

Nous travaillons aussi pour obtenir l'encadrement renforcé des loyers.

DANS LES HLM AUSSI

Alda intervient également de plus en plus au niveau des HLM : nous défendons des familles subissant des problèmes d'humidité, d'aération, d'isolation, de vétusté. Nous accompagnons des demandeurs de logements sociaux en attente depuis trop longtemps. Nous diffusons un journal qui se fait l'écho des problèmes, des besoins mais également des réalisations collectives et positives des quartiers populaires, jusqu'à présent sur Bayonne, et désormais sur le reste du Pays Basque.

Des habitants s'organisent au sein d'Alda pour obtenir équipements collectifs et animations afin que leur quartier HLM ne devienne pas un quartier dortoir mais se transforme en vrai lieu de vie, de convivialité et d'entraide entre voisins,

avec plus de responsabilisation et moins d'incivilités. Ils le font également pour générer un autre climat dans leur cité, pour se faire entendre lors de plans de réhabilitation ou lors de tel ou tel projet d'aménagement.

LE SECRET D'ALDA

La force d'Alda, le secret de ses victoires successives, c'est la participation des gens, la mobilisation collective. Face à Airbnb, à SFR, aux élus, aux propriétaires, aux agences immobilières, aux bailleurs sociaux, à l'administration, Alda permet aux gens de se faire entendre, respecter, de peser et de changer les choses.

Alda est un outil collectif pour améliorer sans plus attendre nos conditions de vie, pour faire jouer à plein la solidarité, pour élaborer des propositions communes et les faire devenir réalités.

ENSEMBLE, ENCORE PLUS EFFICACES

Présenter des listes Alda aux élections HLM permettra de renforcer notre capacité d'agir, d'accéder à certaines informations, de mieux faire entendre la voix des locataires et de mieux défendre leurs droits, de donner plus de poids à nos revendications et propositions sur le logement et l'aménagement des communes et des quartiers.

En à peine un an et demi d'existence, Alda a su démontrer sa détermination et son efficacité. Aidez-nous à le devenir encore plus, pour mieux défendre les locataires, tous les locataires! ■



ALDA VEUT CONNAÎTRE VOTRE AVIS!

Nous allons commencer à travailler le programme et les propositions que nous porterons lors de ces élections de représentants des locataires HLM. C'est sur cette base là que nous travaillerons pendant les 4 années à venir et que nos élus se positionneront pendant leur mandat. Et ce programme, ces propositions, nous tenons absolument à ce qu'ils émanent des premiers concernés, à savoir des locataires HLM eux-mêmes!

Merci donc de nous adresser à l'adresse info@alda.eus ou sur notre page facebook vos avis, suggestions, remarques sur les sujets suivants :

- CADRE ET QUALITÉ DE VIE DU QUARTIER
- ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS
- ANIMATION
- CONVIVIALITÉ
- SOLIDARITÉ ET ENTRAIDE ENTRE VOISINS
- RESPONSABILISATION DES HABITANTS
- DÉLAIS DE RÉPONSE DES ORGANISMES HLM AUX SOLLICITATIONS DES LOCATAIRES
- DÉLAIS DE MISE EN OEUVRE DE CES RÉPONSES
- ÉTAT DES LOGEMENTS
- PROBLÈMES DE VÉTUSTÉ
- RÉNOVATION
- ISOLATION
- HUMIDITÉ
- ENTRETIEN
- RÉPARATIONS
- ÉCONOMIES D'ÉNERGIE
- PROPRIÉTÉ
- SÉCURITÉ
- ACCESSIBILITÉ
- LOYERS
- CHARGES
- APL
- DEMANDES DE MUTATION
- POLITIQUE LOCALE DU LOGEMENT SOCIAL...

Vous pouvez aussi vous rendre sur notre site web www.alda.eus pour remplir un questionnaire spécialement conçu pour recueillir votre avis, ou nous écrire à Alda, 25, place des Gascons, 64 100 Bayonne. N'hésitez pas non plus à nous donner votre avis sur le profil des candidates et candidats à sélectionner, et à nous indiquer des locataires HLM dont vous pensez qu'ils ou elles feraient de bons candidats, au service du reste des locataires HLM.

Avec Alda, votre voix compte et pèsera chaque fois davantage sur le cours des choses! ■

QR CODE D'ACCÈS AU QUESTIONNAIRE



LES ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANTS DES LOCATAIRES HLM, C'EST QUOI ?

Tous les 4 ans, les habitants du parc HLM élisent leurs représentants. Ceux-ci siègeront au Conseil d'administration des bailleurs sociaux (Habitat Sud Atlantic, Office 64, etc.). Cela permet également aux organisations de défense de locataires de participer à des commissions prenant des décisions concernant la vie quotidienne des locataires, et donc d'avoir accès aux informations, et de pouvoir réagir, sur les orientations en matière de politique de budget, programmes de construction et de réhabilitation, d'engagements en

matière de qualité de service, de politique d'attribution des logements...

Un mouvement dynamique et déterminé comme Alda, qui tire sa force de la mobilisation collective, pourrait peser réellement sur certains choix et orientations, pour améliorer la vie quotidienne des habitants et le droit à un logement digne pour toutes et tous en Pays Basque.

Les élections se déroulent entre la fin novembre et début décembre 2022. ■



ENSEMBLE APPEL À CANDIDATURES

Alda va constituer au moins 2 listes : l'une chez Habitat Sud Atlantic, l'autre chez Office 64 de l'Habitat. Pour qu'elles soient le plus représentatives possible des diverses communes, quartiers, générations et origines, nous lançons un appel à volontaires! Si vous êtes locataire chez HSA ou Office 64, et si vous pourriez envisager de figurer sur une de ces listes, merci de nous contacter dès que possible. Même chose si vous connaissez une personne de votre quartier dont vous pensez qu'elle ferait une bonne candidate sur les listes d'Alda. Bien évidemment, l'association accompagnera et formera ses candidats. Cette fois, ensemble, on va vraiment faire entendre nos voix! ■



ALDA DÉFEND LES LOCATAIRES

UN VENT DE RÉVOLTE!

De plus en plus sollicité par des locataires en difficulté, Alda peut constater au quotidien une pratique massive de baux frauduleux. Il y en a pour tous les goûts! Bail étudiant établi à des travailleurs, bail mobilité bidon, bail de 12 mois mais avec obligation de signer un préavis postdaté annonçant le départ du locataire au

bout de 8 mois, série de baux de 3 mois qualifiant le logement de telle salariée de «résidence secondaire» etc. Formules différentes mais un seul et même objectif: louer à la population locale, souvent cher, pendant 8 à 9 mois, et louer aux touristes, beaucoup plus cher pendant la saison! Ces propriétaires peu scrupuleux veulent ainsi

gagner sur tous les tableaux, obligeant leurs locataires à se faire héberger l'été dans la chambre d'amis ou le salon d'un proche, à retourner chez leurs parents ou à camper.

«Alda a ainsi permis à plus de 30 locataires différents de rester durablement dans leurs logements.»

AVEC ALDA, FINIS LES ABUS!

Tous ces baux sont absolument illégaux. Quand les locataires ainsi précarisés osent se confronter à leur propriétaire et faire valoir leurs droits, Alda régularise en suivant leur situation, et leur évite d'avoir à se reloger ailleurs pendant l'été. Le propriétaire doit dire adieu à ses locations estivales, même quand les réservations ont déjà été prises. Alda a ainsi permis à plus de 30 locataires différents de rester durablement dans leurs logements. Si vous même êtes dans cette situation ou connaissez des gens qui le sont, contactez-nous au plus vite! ■



HERRIAN BIZI

GURE HERRIAN

ETA AUZOETAN BIZI!

Xoko guztietan gero eta gehiago eraiki, eta gero eta zailtasun gehiago dituzte Ipar Euskal Herrian bizi diren herritarrek etxebizitza lortzeko. Eraikitzen diren etxebizitzak %80a ez da tokiko herritarrentzat egina, ez baitira nahiko aberatsak erosi ahal izateko. Ipar Euskal Herriko soldaten banaketa ikusirik biztanlegoaren 2/3ak etxebizitza soziala eskuratzeko eskubidea luke, alta, etxebizitza sozialen eskasia ikaragarria da! Ekuazioa sinplea eta, halaber, korapilatua da: askoz etxebizitza soziala gehiago produzitu behar da, eta aldi berean lurra ahal bezain gutxi artifizializatu. Horretarako hiri eraiki behar da hiriaren barnean, jadanik urbanizatuak baina gutxi dentsifikatuak diren auzoetan eraiki behar da. Hutsak diren 12 edo 14 000 arteko etxebizitzak zati bat berritu behar da eta hitzarmen soziala pean alokatu, beharko da ere gauza bera egin konpentsazio neurriaren bidez (Aldaren lanari esker lortutako neurria) berreskuratuko diren etxebizitzekin. BRS mekanismoa bezalako kontratu pean izan ezean jabegotza sozialera heltzeko proiektu oro debekatu behar da, etxebizitza horiek ez daitezen epe luze edo motzean merkatu espekulatiboan salduak izan.

"Lanetik sartzen girelarik nahi genuke gure auzoetan bizi eta ez bakarrik lo egin."

Baina, prezio duin batean etxebizitza bat lortzea ez da nahikoa izanen. Ez gira behin lana amaiturik kutxa batean biltzen ditugun tresna horietariko bat. Lanetik sartzen girelarik nahi genuke gure auzoetan bizi eta ez bakarrik lo egin. Hurbileko komertzioak, elkar topatzeko, trukatzeko, libertzeko eta elkarrekin gozatzeko guneak dituzten karrak eta hiriak nahi genituzke haurrentzako bistan da baina baita zahar, gazte eta familientzako ere. Hots, bizitokiak nahi ditugu, eta ez ohetegiak! Nahi dugu herrian eta gure auzoetan bizi! Aldaren zerrendarentzat bozkatzuz, bere alde bozkaraziz, bakoitzak Alda lagundu dezake ikuspegi orokor hori defenditzen. Elkarrekin, herrian bizitzeko klase herrikoiek duten eskubidea defenda dezagun! ■



ALDA AU SERVICE DES GENS PLUS BESOIN DE DÉMÉNAGER L'ÉTÉ!

Maeva (son prénom a été changé) est infirmière à Bayonne. Pourtant, son propriétaire lui a fait signer un bail étudiant! N'ayant pas le choix, Maeva a dû le signer pour pouvoir se loger dans ce T2 meublé situé sur Anglet, au loyer de 715 euros. Mais l'été dernier, elle a donc dû déménager en juin et se trouver un hébergement de dépannage pendant 2 mois et demi avec toutes les galères que cela suppose. Puis, elle a retrouvé son appartement en septembre 2021 et doit à nouveau se reloger cet été. Elle contacte alors Alda pour lui exposer son problème. L'association l'aide à rédiger un courrier à son propriétaire, lui indiquant qu'il a l'obligation légale de transformer ce bail étudiant en bail de 12 mois reconductible, conformément à l'article 25-7 de la loi du 6 juillet 1989.

Maeva ne déménagera donc pas le 25 juin comme prévu par le bail frauduleux et restera chez elle jusqu'au 10 septembre 2022, soit le terme des 12 mois du bail, qui sera alors renouvelé automatiquement. Le courrier indique au propriétaire qu'il devra désormais contacter l'association Alda pour tout renseignement complémentaire ou toute suite à donner à cette situation. Ce qu'il fait après avoir contacté son avocat, qui lui a confirmé que sa locataire est dans son bon droit.

RÉGULARISATION DE BAIL... ET RÉDUCTION DE LOYER EN PRIME!

Alda a réalisé la même opération pour Amaia (le prénom a été changé) qui enchaîne, pour le logement qu'elle loue sur Anglet, des baux étudiants depuis septembre 2019, alors qu'elle est salariée à temps partiel. Pire, sa propriétaire, qui détient 7 logements, lui augmente de manière importante le loyer à chaque nouveau bail! Elle est ainsi passé de 520 euros en 2019 à 580 euros en 2021, somme à laquelle se rajoutent des charges élevées. Grâce à Alda, Amaia n'a plus besoin de déménager l'été et son loyer est redescendu à 520 euros! (Anglet étant une des 24 communes de la zone tendue du Pays Basque, les loyers y sont encadrés. La propriétaire ne pouvait donc pas augmenter le loyer librement à la relocation et au renouvellement du bail et devait respecter la variation de l'Indice de Référence des Loyers (IRL) publié par l'INSEE (+ 0,66% en 2020 et + 0,42% en 2022). Amaia n'ayant pas été préalablement avisée de ces révisions (art.17-1), elle ne doit donc en fait régler que le loyer initial de 520 euros par mois. Là encore, la propriétaire doit désormais s'adresser à Alda pour toute affaire concernant ce logement. ■



ACTION

UN CAMPING DES BAUX FRAUDULEUX POUR INTERPELLER LES POUVOIRS PUBLICS

Mercredi 18 mai, Alda a installé un «camping des baux frauduleux» devant la sous-préfecture de Bayonne pour interpellier les pouvoirs publics sur le problème posé par cette pratique massive et illégale. Plus d'une quarantaine de personnes, dont certaines elles-mêmes victimes de ce procédé, ont donc planté des tentes là, et y ont pris leur repas du midi, devant les journalistes présents en nombre, dont 2 équipes de télé nationales France 2 et France Info TV. Alda avait donc choisi l'humour pour dénoncer un problème grave qui oblige des gens, y compris des familles avec de jeunes enfants ou des retraités, à déménager chaque été chez des connaissances ou ...au camping! Un rendez-vous a été demandé auprès du Préfet des Pyrénées-Atlantiques pour évoquer au plus vite ce dossier sensible. Alda lui demande que des mesures soient prises pour veiller à l'application du droit, et pour empêcher que chaque année des centaines de personnes se retrouvent SDF pendant 2, 3 ou 4 mois! D'autres actions sont prévues pour faire cesser cette pratique qui précarise encore plus les locataires du Pays Basque. ■



ALDA AU SERVICE DES GENS

ALDA OCCUPE UNE AGENCE SFR

Le mercredi 20 avril à 16H30, plus d'une vingtaine de militants d'Alda rentrent dans une agence SFR dans le centre de Bayonne. Ils annoncent tout de suite la couleur au personnel présent et à la presse aussitôt alertée: il s'agit d'une occupation illimitée et les militants ne s'en iront pas avant d'avoir eu gain de cause.

« Ces clients de SFR n'en peuvent plus de leurs démarches à répétition et sans résultats. »

Cela fait des mois que l'association aide des personnes tentant de se faire rembourser

des sommes injustement débitées par l'opérateur téléphonique. Ces clients de SFR n'en peuvent plus de leurs démarches à répétition et sans résultats. Cela leur met les nerfs à vif et en plonge certains dans de vraies difficultés. Par exemple, Maité, 84 ans, qui s'est fait indûment prélever 496 euros en septembre 2021. Avec sa petite retraite, elle a dû demander à sa banque un découvert autorisé sur lequel elle paye des agios. Accompagnée par Alda, elle arrivera finalement à se faire rembourser le 9 mars 2022!

Plus question désormais d'attendre aussi longtemps et de perdre autant d'énergie! Alda a décidé de passer à l'action pour régler au plus vite les cas d'un couple du

quartier Habas-la-Plaine de Bayonne et d'une retraitée du quartier Urdazuri de Saint-Jean-de-Luz. Les employés, avec qui tout se passe bien, joignent au plus vite le responsable régional de SFR Distribution. Catherine et Cécile, porte-paroles d'Alda pour cette action, lui disent clairement, entre 2 interviewees à la presse venue en masse, que l'association restera là la nuit s'il le faut mais qu'elles ne repartiront pas sans l'engagement de régler les 2 situations immédiatement.

Au bout d'une heure, le responsable prend 2 engagements envers Alda: les 2 dossiers seront résolus la semaine suivante, et un contact direct et permanent sera mis en place entre Alda et SFR, pour régler au plus vite les prochains contentieux et sans avoir besoin que cela ne passe par une nouvelle opération coup de poing. L'association lève alors le camp, forte de cette nouvelle victoire. Et s'assure les jours suivants que le responsable régional tienne bien parole, ce qui sera le cas. ■



L'ADHÉSION

À ALDA,

C'EST QUOI ?

Le pari d'Alda s'appuie sur une idée clé : ensemble, nous sommes une force immense ! La cotisation à Alda est fixée à 5€ par mois : 5 euros par mois, c'est pas rien, c'est même beaucoup pour les gens les plus précaires.

Cette cotisation de 5 euros par mois n'est pas le prix à payer pour être membre d'Alda (pour celles et ceux qui n'en n'ont vraiment pas les moyens, il existe d'autres possibilités d'être membre d'Alda). C'est

le mécanisme de solidarité mis en place entre toutes les personnes des secteurs populaires pour financer leur défense collective et le soutien à celles et ceux d'entre eux qui, à tel ou tel moment, se retrouvent victimes de tel problème, telle injustice, telle situation dramatique.

Ces 5 euros, mis bout à bout chaque mois par l'ensemble des adhérents d'Alda financent des recours juridiques, des campagnes d'actions, des locaux, des salariés, des journaux, bref autant de moyens de nous défendre collectivement et de porter nos voix et demandes. Cela a comme résultat de défendre les personnes frappées de congés pour vente ou victimes de baux frauduleux, d'empêcher l'expulsion de certains locataires, de faire annuler un refus de naturalisation,

d'obliger l'administration ou les grandes compagnies à respecter les droits des usagers et des consommateurs, d'accélérer des solutions pour tel logement insalubre ou tel remboursement impossible à percevoir.

Cela permet également d'analyser les problèmes à grande échelle et de proposer et se battre pour des solutions concrètes pour améliorer nos vies.

BULLETIN D'ADHÉSION

à découper et renvoyer rempli à: Alda, 25, place des Gascons, 64 100 Bayonne. Possibilité d'adhérer en ligne sur: www.alda.eus/adherer/

NOM:

PRÉNOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

E-MAIL:

TÉLÉPHONE PORTABLE:

DATE DE NAISSANCE:/...../.....

MONTANT DE LA COTISATION :

- 5 € par mois (cotisation de base)
 10 € par mois (cotisation de soutien)
 Autre: €

IBAN:

BIC:

COMPTE EUSKO:



ALDA :

C'EST VOTRE JOURNAL !

Envoyez-nous vos infos par mail à info@alda.eus, par lettre ou en passant nous voir à l'adresse Alda, 25, place des Gascons 64 100 Bayonne ou par téléphone au 07 77 88 89 23. Contactez-nous également si vous êtes prêt à le distribuer dans votre quartier, dans tel ensemble d'immeubles ou dans telle rue, une fois tous les trois mois. Si vous avez une heure (ou plus) de libre tous les trois mois, vous pouvez nous aider à avoir plus d'écho !

FAIRE SON SERVICE

CIVIQUE À ALDA ?

Tu veux faire un service civique dans une association qui a du sens ? Toute l'année, Alda recherche des services civiques !

Faire un service civique à Alda, c'est avoir l'opportunité de se former dans de nombreux domaines, à définir ensemble en fonction de ton profil !

Pour postuler, il suffit d'écrire à info@alda.eus en envoyant ton CV et une lettre de motivation !



Il ne faut pas seulement changer les choses, il faut les changer maintenant.

Gauzak ez dira soilik aldatu behar, orain aldatu behar dira.

Que cau shens que cambiar las causas, que las cau cambiar adara.

Few yelma dōron ma bō; an ka few yelma sisan.

Bazı şeyleri yalnızca değiştirmek yetmiyor Hemen değiştirmek lazım şimdi

No basta cambiar las cosas, hay que cambiarlas ya.

Não devemos apenas mudar as coisas, devemos mudá-las agora.

Ne tenê hewce ye ku em tiştan biguherînin, divê em niha wan biguherînin.

نا يكفي فقط قول تغيير الأشياء ولكن يجب تغييرها في الحال.

LES VAUTOURS

LOGEMENT : DE PLUS

EN PLUS ÉCŒURANT

Une personne en recherche de logement nous fait parvenir cet échange avec une propriétaire décidément sans scrupule! L'appartement, un T2 situé à Bayonne, était à louer 600 euros ce qui est déjà bien cher mais pouvait rentrer dans son budget. Elle répond donc à l'annonce mais reçoit la réponse suivante d'Élodie, la propriétaire: «*Bonjour, l'appartement est toujours libre et disponible à partir de samedi, par contre au vu du nombre de messages reçus (une centaine!), nous avons décidé de le proposer à un loyer de 680 euros.*» Bref, cette propriétaire met carrément aux enchères la location de ce logement! Un pas de plus dans la manière dont certains vautours profitent de la crise du logement pour saigner encore plus les locataires! Et, si cet appartement était loué auparavant, une pratique totalement illégale dans une zone tendue qui bénéficie du gel à la relocation des loyers.

Si la personne qui a finalement eu le logement en question lit cet article, qu'elle contacte Alda et nous lui indiquerons la marche à suivre pour faire redescendre son loyer à 600 euros, voire moins si l'ancien locataire payait moins!



Cet exemple déplorable démontre à quel point il est vital de mettre en place l'encadrement renforcé des loyers en Pays Basque! Alda travaille et plaide en ce sens. Il faut fixer au plus vite des limites raisonnables sur le marché local du logement! Ça ne peut plus continuer comme ça! ■

ENSEMBLE, ON GAGNE

EDOUARD RELOGÉ!

MERCI À TOUTES ET TOUS!

MILESKER DENERI!



Par un post facebook intitulé «*Vous avez dit droit au logement?*», Alda avait fait part le 30 mars de sa préoccupation sur la situation d'Édouard.

Ce Bayonnais depuis toujours, âgé de 60 ans, vivait dans sa voiture depuis novembre 2021, alors qu'il travaille en CDI (à temps partiel) comme surveillant de nuit. Demandeur de logement social depuis plus de 4 ans, il n'est jamais passé en commission d'attribution. Fin décembre, il a fait un infarctus et a été hospitalisé pour lui poser un stent, avant de repartir vivre dans sa voiture. Alda avait poussé un cri d'alarme «*il ne faut pas que la voiture d'Édouard, qui lui sert aujourd'hui de logement ne devienne demain son cercueil!*».

En une journée, ce post facebook avait été partagé 165 fois et lu par près de 10 000 personnes. Dès le lendemain, Edouard avait divers rendez-vous et quelques jours plus tard le quotidien Sud-Ouest publiait un long article sur son cas. Le directeur général d'HSA, M. Lausséni Sangaré y affirmait avoir pris en compte la situation d'Édouard et qu'il lui serait proposé quelque chose. Parole tenue, Edouard était enfin positionné pour la prochaine commission d'attribution qui a lui a affecté un logement sur Bayonne.

Alda se félicite de cette happy end et remercie tous ceux qui, en relayant ses posts facebook ou instagram, donnent plus d'écho et de force à nos messages et nos appels! Ensemble, on peut changer les choses! ■



La phrase de Une de ce journal a été traduite dans 8 des multiples langues parlées sur Bayonne par l'association Euskal Babel, fondée en 2018 dans les quartiers Nord de la ville. Elle œuvre pour mettre en avant la diversité culturelle et linguistique du Pays Basque. Pour ce faire, elle organise des animations et des expositions autour de ces langues.

Cette année l'association se lance dans un nouveau projet: Passeurs de langues. L'objectif est de proposer, aux structures en ayant besoin, des bénévoles à même d'apporter une aide à la traduction ponctuelle, dans des situations du quotidien (par exemple, un rendez-vous médical, une inscription scolaire...).

FAITES ENTENDRE VOS LANGUES!

Le projet Passeurs de langues rêve, en facilitant l'accueil et l'intégration des personnes qui parlent d'autres langues que le français ou l'euskara, de créer du lien social et de valoriser le plurilinguisme

présent mais peu visible au Pays Basque. Afin de lancer ce projet, Euskal Babel est à la recherche de locuteurs et locutrices en différentes langues, qui pourraient faciliter la communication dans des rendez-vous du quotidien. Un accompagnement et des petites formations sont prévus pour eux. Chacun peut apporter sa pierre à l'édifice! ■

VOUS ÊTES INTÉRESSÉS OU SIMPLEMENT CURIeux ?

Passez rencontrer les gens d'Euskal Babel au 3Bis, maison des habitants, 3 bis esplanade de Jouandin à Bayonne, tous les mardis et jeudis après-midi, de 15h à 17h.

Vous pouvez également les contacter à l'adresse mail passeursdelangues@gmail.com et les suivre sur leur site www.euskalbabel.org ou sur Facebook!

SAINSONTAN - LA CITADELLE

ATTENTION ARNAQUE!

Des habitantes de Sainsontan et de la Citadelle ont contacté Alda car elles ont été victimes d'une arnaque. Un certain Thomas s'est présenté chez elles et leur a fait signer des contrats d'assurance des sociétés MAX Assurance ou Planet Assurances.

Ce Thomas est un «*grand monsieur qui inspire confiance*» et il sait s'y prendre pour tromper ses victimes: il leur raconte qu'il va leur faire faire des économies sur leur facture d'électricité, ou alors qu'il vient changer les compteurs, etc. Il choisit le plus souvent des personnes qui ne parlent ou lisent pas très bien le français et une fois qu'il est rentré chez elles, il leur demande leur contrat d'électricité ou

d'autres documents et il leur fait ensuite signer des contrats d'assurance sur sa tablette. Et elles se retrouvent plusieurs jours après avec cette signature sur des documents qu'elles n'ont jamais voulu signer, et surtout des prélèvements sur leur compte bancaire pour des assurances dont elles n'avaient aucunement besoin! Si ce Thomas ou quelqu'un qui agit de la même manière se présente chez vous, ne signez pas les contrats qu'il vous propose. Si vous avez déjà signé, envoyez tout de suite un courrier de rétractation en recommandé avec accusé de réception (vous avez 14 jours pour le faire après la signature du contrat). Et dans tous les cas, faites appel à Alda! ■

NICOLE GRUSON



Les jours de printemps, c'est au jardin partagé que l'on peut rencontrer Nicole. Elle y récolte les fèves ou s'occupe de sa petite parcelle mais prend surtout le temps de discuter avec tous ceux et celles qui passent et s'arrêtent dans ce lieu devenu le cœur du quartier du Polo-Beyris. Nicole aime son quartier. Cela s'entend dans toutes ses paroles et se voit sur son visage quand elle en parle. Elle l'aime et elle se bat pour qu'il reste un endroit agréable à vivre, convivial, continuant d'offrir les services de proximité indispensables à sa population.

ANIMATIONS ET ÉVÉNEMENTS POUR TISSER DES LIENS

Arrivée à la naissance de sa cadette en 1973, elle s'est rapidement investie dans les activités autour de l'école et des loisirs de ses deux filles. Elle a intégré le comité d'animation du Polo qui organisait la fête annuelle du quartier, des événements tout au long de l'année mais aussi des séjours pour les enfants l'été à Bidarray, rien de tel pour créer des liens solides avec les autres parents! Mais c'est son activité au sein de la MVC qui lui a donné vraiment l'occasion d'œuvrer pour le quartier. Alors salariée d'une boutique à Biarritz qui allait fermer,

la direction de l'époque lui a proposé un poste à l'accueil. Elle y a connu des années de bonheur professionnel! *«Il me fallait parfois une demi-heure pour parcourir les 500 m entre chez moi et la MVC, à parler avec tout le monde!»*

Comité d'animation, MVC et structures du quartier (école Jean Moulin, ikastola, crèche, boulistes...) avaient alors une dynamique commune, notamment pour l'organisation de la fête du quartier qui rassemblait toutes les générations.

LE COMBAT POUR LA POSTE

Depuis 12 ans qu'elle est à la retraite, Nicole est restée très impliquée. Il y a notamment ce combat contre la fermeture de la Poste (voir le numéro 4 du journal Alda). Un an et demi à batailler pour que le bureau du Polo reste ouvert, convaincue que c'est un service de proximité qui dynamise la vie économique et sociale d'un quartier. Les dirigeants sont longtemps restés sourds à toutes les revendications, fermant le bureau et allant jusqu'à faire démanteler le distributeur de billets un 31 décembre... Mais Nicole et ses compagnons de lutte n'ont pas baissé les bras et se sont battus pour la création d'une agence postale communale. La lutte a payé puisque le 3 mai dernier, ils ont obtenu un accord de

la Poste pour la création d'une agence à la place de l'ancien bureau. Celle-ci proposera les services postaux et de banque mais aussi différents services administratifs de la Mairie.

«La lutte a payé puisque le 3 mai dernier, ils ont obtenu un accord de la Poste pour la création d'une agence à la place de l'ancien bureau.»

UN ESPOIR: RÉ-OUVRIR LA FERME

Un autre de ses souhaits pour le quartier est celui de la réouverture de la Ferme. Ce bâtiment entouré d'un grand jardin a été rénové par le comité d'animation. Il servait de lieu de réunion et de stockage pour le comité et des fêtes y étaient organisées. Elle était également mise à disposition des habitants pour les événements familiaux, les appartements sont petits dans le quartier et il est difficile d'y faire de grands repas... Le parc était notamment très apprécié. Le directeur de la MVC a décidé de fermer cet espace sans que ses utilisateurs n'en comprennent vraiment les raisons ni les échéances. Il faudrait sûrement faire des travaux... Mais Nicole a bon espoir que dans un avenir proche, un arrangement pourra être trouvé avec une direction renouvelée. Elle espère aussi que le lien qui s'est perdu entre les structures du quartier et la MVC se restaure, que les salariés, venus d'ailleurs, comprennent un peu mieux les particularités du lieu, l'importance d'avoir des tracts bilingues par exemple...

LE JARDIN PARTAGÉ: UNE NOUVELLE DYNAMIQUE

Aujourd'hui, une grande partie de l'animation du quartier s'est déplacée vers le petit jardin partagé. Né d'une idée des enfants de l'école publique, mis en place il y a un an grâce à l'aide de la MVC, c'est un lieu de vie et de rencontre. Il combine parcelles individuelles et espaces communs: la spirale des aromatiques ou le carré des pommes de terre... Après cette période où la vie sociale a beaucoup souffert, Nicole y voit le signe d'une nouvelle dynamique pour le quartier, la possibilité pour de nouvelles personnes de s'investir dans les différentes actions qui font vivre le quartier, notamment la fête du quartier du Polo. Elle invite d'ailleurs tous les lecteurs et lectrices d'Alda à venir y participer le 3^e week-end de juin! ■



INTERVIEW MINUTE

Un film ?

Beignets de tomates vertes

Un livre ?

Le cercle littéraire des amateurs d'épluchures de patates (Shaffer et Barrows)

Un resto à Bayonne ?

Le Bar du Marché

Une balade à Bayonne ?

Les berges de l'Adour

Un coin du Pays basque ?

Harpea, les sources de la Nive

Une plage ?

La petite chambre d'amour



BON À SAVOIR

LE JOURNAL DES QUARTIERS POPULAIRES DE BAYONNE

VOUS AVEZ DES INFORMATIONS À COMMUNIQUER ?

DES PROJETS À PRÉSENTER ?

DES RENDEZ-VOUS À FAIRE CONNAÎTRE ?

DES INJUSTICES OU DES PROBLÈMES À DÉNONCER ?

DES DEMANDES À FAIRE ENTENDRE ?

Alda, le journal des quartiers populaires de Bayonne, diffusé à 20 000 exemplaires, est là pour vous.

ÉCRIVEZ-NOUS OU CONTACTEZ-NOUS À :

Alda, 25, Place des Gascons
64 100 Bayonne
info@alda.eus / 07 77 88 89 23



@alda.eus @alda_eh @alda_eh



TRIMESTRIEL GRATUIT - ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION ALDA

Alda est une association défendant les intérêts et aspirations des populations, familles et personnes à faible et moyen revenu. L'objectif d'Alda est de redonner du pouvoir à ces dernières, en leur permettant de faire entendre leurs voix plus efficacement. Alda est indépendante de tout parti politique, ainsi que des pouvoirs publics.

Alda, 25, place des Gascons, 64 100 Bayonne
info@alda.eus / 07 77 88 89 23 / www.alda.eus
Responsable de publication : Ainize Butron
Imprimerie Antza
Graphisme : Magali Etcheverria - Atelier Etcetera
Dépôt légal ISSN n° 2779-4520